

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE D'AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

**Objet : PERMIS DE DETENTION DE CHIEN DE 1<sup>er</sup> CATEGORIE.**

**Réf. : ARRÊTE N°2018/693/6.1**

**LE MAIRE**

Vu la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,  
Vu le code rural et plus particulièrement les articles L211-5, 211-5-1, 211-12, L.211-13-1, L.211-14 et L.211-14-1, 212-10, 211-13, 215-2-1, et R211-7  
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2212-1, L 2542-1 et suivants.  
Vu l'arrêté interministériel du 27 Avril 1999 établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être Dangereux,  
Vu le Décret N°2009-1768 du 30 Décembre 2009 relatif au permis de détention de chien mentionné au I de l'article L.214-14 du Code Rural,  
Vu le Décret n° 2008-1158 du 10 novembre 2008 relatif à l'évaluation comportementale des chiens prévue à l'article L. 211-14-1 du code rural et à son renouvellement,  
Vu la Circulaire N°IOCA1004754C du 17 février 2010 modifiant la Circulaire N° IOCA1001449C du 15 janvier 2010,  
Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-.351-4 du 17/12/2009 relatif à la formation portant sur l'éducation et le comportement canin, ainsi que sur la prévention des accidents et son annexe fixant la liste départementale des vétérinaires inscrits en vue de réaliser des évaluations comportementales,  
Vu l'arrêté préfectoral N°2009-243-2 du 31 Août 2009 fixant la liste départementale des sapisiteurs inscrits en vue de réaliser des formations portant sur l'éducation et le comportement canin, ainsi que sur la prévention des accidents,  
Vu la demande formulée par Mme COURDIER Maud demeurant au 19 rue Alsace Lorraine, 30220 AIGUES-MORTES,  
Vu la conformité des pièces administratives présentées par Mme COURDIER Maud conformément aux articles susnommés,  
Considérant que Mme COURDIER Maud, propriétaire du chien dénommé LOUNA et identifié 250268712232084 de première catégorie a rempli toutes les conditions nécessaires citées dans les articles susnommés,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 AUTORISATION**

J'autorise : Mme COURDIER Maud

Propriétaire du chien LOUNA identifié 250268712232084 de première catégorie à le détenir dans les conditions citées à l'article L.211-16 du code rural. Cette autorisation demeure valide à la seule

Page 1 sur 3

MC

condition que : Mme COURDIER Maud, satisfasse en permanence à l'ensemble des conditions fixées à l'article 3 du présent arrêté.

#### ARTICLE 2 LE CHIEN

Il s'agit d'un chien de 1<sup>er</sup> catégorie, de type AMSTAFF âgé 3 ans, de sexe MÂLE (voir détails en annexe du présent arrêté),

Le détenteur ou propriétaire du chien considéré devra présenter le passeport communautaire afin qu'il y soit inscrit par le Maire ou son représentant le Numéro et la date de délivrance du Permis de Détention.

#### ARTICLE 3 PIECES ADMINISTRATIVES

En ce qui concerne le chien susnommé, la validité de ce permis est subordonnée au respect permanent de la validité de :

- La vaccination antirabique,
- L'assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur pour les dommages causés aux tiers par l'animal. A chaque échéance annuelle, l'assurée devra présenter le nouveau certificat valide d'assurance au bureau de police.
- L'évaluation comportementale du chien considéré et du respect des préconisations établies dans cette évaluation.
- L'attestation sur l'honneur que Mme. COURDIER Maud n'a pas été condamné pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis pour délit inscrit au bulletin n° 2 du casier judiciaire ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent.

#### ARTICLE 4 LIEU DE RESIDENCE

En ce qui concerne, Mme COURDIER Maud, tant qu'elle demeure dans la même commune, et qu'elle n'entre pas dans les critères mentionnés dans l'article L.211-13 du Code Rural, le Permis reste valide.

#### ARTICLE 5 MORSURE

Tout fait de morsure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la Commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal.

Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L.223-10, à une évaluation comportementale mentionnée à L.211-14-1 du Code Rural, qu'il devra obligatoirement communiquer au Maire de la Commune de Résidence de l'animal.

Si les résultats de cette évaluation le justifient le Maire peut alors abroger le présent permis de détention sous la forme d'un arrêté municipal abrogeant la présente réglementation.

#### ARTICLE 6 DETENTION A TITRE TEMPORRAIRE

Le conjoint du propriétaire et les autres membres majeurs du foyer détiennent le chien à titre temporaire et ne sont donc pas tenus d'être titulaire d'un permis de détention.

Ces personnes sont toutefois soumises aux mêmes obligations légales que le propriétaire lorsqu'ils ont la responsabilité du chien qui leur a été confié.

#### ARTICLE 7 NOTIFICATION

La présente réglementation sera notifiée à Mme COURDIER Maud par un agent assermenté, ampliation de la présente lui sera délivrée.

Il en va de même pour la notification d'une éventuelle abrogation du présent permis dans le cas où le détenteur ou le propriétaire ne respecte pas les mesures imposées par la Loi et les Règlements.

#### ARTICLE 8 RECOURS

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé

#### ARTICLE 9 APPLICATION

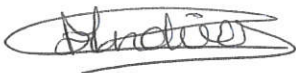
Le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi et d'Aigues-Mortes, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Notifié le 14/12/2018

Nom et Prénom

COURDIER Maud

Signature



Fait à Aigues-Mortes, le 10 Décembre 2018,

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN



**Certifié exécutoire compte tenu des :**

- date de transmission à la Préfecture :

- date d'affichage :